

République Française - Département du Gard
DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES

SEANCE DU 15 MARS 2024

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle du conseil municipale,

Sous la présidence de : Monsieur Etienne MALACHANNE, maire

Présents : MERLE - HLYWA - GIBELIN - TRAUCHESSEC - DENNEULIN - BONNET
FABREGUE - SAEZ - SINET - POLGE - GAYTON.MESA - BERARD DE MALAVAS -
ROSSO - DEBAILLE - BOINON

Procurations : RIOS a donné procuration à SINET

PETIT.LLINARES a donné procuration à POLGE

COURBIER a donné procuration à MERLE

GUY a donné procuration à HLYWA

DANIEL a donné procuration à BERARD DE MALAVAS

Absentes : WILLUS - VERDELHAN

Maryline HLYWA est élue secrétaire de séance.

Objet de la délibération : Inscription aux Travaux d'intérêt général (TIG)

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 (+ articles spécifiques à la collectivité territoriale ou à l'EPCI concerné)

VU le Code pénal

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire du 19 mai 2011 relative au travail d'intérêt général

Considérant que l'accueil de personnes dans le cadre de TIG nécessite l'inscription de Salindres sur la liste des TIG.

Monsieur Le Maire expose que la commune a été saisie par le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) afin d'accueillir une personne condamnée à une peine de Travail d'Intérêt Général (TIG). Monsieur Le Maire propose d'apporter une réponse favorable.

Institué par la loi du 10 juin 1983, et mis en œuvre à compter de 1984, le TIG est une peine alternative à l'incarcération qui consiste en un travail non rémunéré au sein d'une association, d'une collectivité publique (Etat, région, département, commune), d'un établissement public (hôpital, établissement scolaire...) ou d'une personne morale de droit privé, chargée d'une mission de service public.

Elle peut être prononcée à l'encontre de personnes majeures ou mineures ayant commis un délit ou une contravention de cinquième classe.

Le TIG peut être prononcé comme :

- * Peine principale, qui permet d'éviter l'emprisonnement,
- * Peine complémentaire, qui s'ajoute à une autre peine, pour certaines infractions (exemple : délits routiers),
- * Peine de conversion d'une peine d'emprisonnement ferme par le juge d'application des peines, ou obligation à exécuter dans le cadre d'un sursis probatoire.

Les collectivités territoriales et leurs établissements souhaitant ou acceptant d'accueillir des personnes dans le cadre de TIG doivent demander leur inscription sur la liste des TIG.

Il est donc proposé au Conseil¹ Municipal de :

- Solliciter auprès du Tribunal judiciaire de Nîmes l'inscription de la Commune de Salindres sur la liste des TIG
- Autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches afférentes à ce dispositif et à signer tout acte nécessaire à l'accueil de personnes condamnées à une peine de TIG

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal.

DÉCIDE

Article 1 : De solliciter auprès du Tribunal judiciaire de Nîmes l'inscription de Salindres sur la liste des TIG

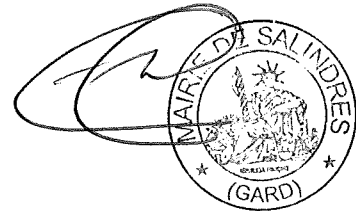
Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches afférentes à ce dispositif et à signer tout acte nécessaire à l'accueil de personnes condamnées à une peine de TIG

Article 3 : Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal

Article 4 : Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Adoptée à l'unanimité

Pour copie conforme
Le Maire, Etienne Malachanne



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
Fait à Salindres le : 18.03.2024
Date de publication : 20.03.2024
